

8 avril 2026 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Propos introductifs du Président de la République lors du Conseil de défense et de sécurité nationale sur la situation en Iran et au Moyen-Orient.

Nous nous retrouvons pour ce Conseil de défense et de sécurité nationale, quelques heures après l'annonce d'un cessez-le-feu, que je veux ici saluer, qui est pour le moment, autant que l'information soit juste, respectée sur le terrain et nous attendons pour, en effet, les jours et les semaines qui viennent, qu'il puisse être pleinement respectés dans toute la région et permettre que des négociations se tiennent, qui, comme d'ailleurs la France le défend depuis 2018, permettent de régler de manière durable les questions nucléaires, balistiques, régionales, qui ont trait à l'Iran. Nous l'avons dit et redit depuis le début de ce conflit, depuis près de 40 jours, c'est en effet par la négociation que nous pourrons apporter les garanties de sécurité nécessaires à la stabilité dans toute la région. Et donc l'annonce de ce cessez-le-feu est une très bonne chose.

Ce Conseil doit nous permettre de faire un point complet sur la situation au Moyen-Orient, et nous avons depuis le premier jour le même objectif, nous n'en avons pas varié, et nous n'en varierons pas. D'abord protéger nos intérêts et nos ressortissants, ensuite être aux côtés de nos partenaires régionaux, en participant à la défense de leur territoire, ce que nous avons fait durant toutes ces semaines, et enfin travailler à la désescalade pour amener la paix, la liberté de navigation dans la région, et œuvrer aux côtés de ceux qui ont les situations les plus complexes.

À ce titre, nous aurons à évoquer durant ce Conseil la question du détroit d'Ormuz et la question du Liban, qui sont parmi les plus délicates. Sur le détroit d'Ormuz, l'Iran a annoncé être prêt à débloquent celui-ci, ce qui est une bonne chose, et nous travaillons depuis plusieurs semaines à mobiliser nos partenaires en Asie, en Europe, dans la région. Une quinzaine de pays sont aujourd'hui mobilisés et participent à la planification sous le pilotage de la France pour permettre justement la mise en œuvre d'une mission strictement défensive, en coordination avec l'Iran, quand les conditions seront remplies, pour permettre de faciliter la reprise de cette circulation. Nous y reviendrons pendant ce Conseil.

Sur le Liban qui, à date, est aussi inclus dans le cessez-le-feu, ce qui est une bonne chose, et même une chose indispensable, et où les frappes ont cessé ces dernières heures, la situation est critique. Le Hezbollah a fait la faute stratégique en attaquant Israël et en entraînant le Liban dans la crise régionale, mais ce à quoi nous avons assisté par les frappes et l'occupation du Sud-Liban par Israël ne peut pas être une réponse dans la durée, nous le savons. Et donc notre souhait dans ce contexte, c'est de nous assurer que le cessez-le-feu inclut pleinement le Liban.

C'est d'autre part de nous assurer que le mécanisme de coordination qui existe depuis plusieurs mois et qui inclut les États-Unis et la France soit pleinement réactivé et c'est de renforcer le soutien aux Forces armées libanaises pour pleinement reprendre le contrôle de leur territoire et lutter efficacement contre le Hezbollah. Là aussi, nous aurons à y revenir et à coordonner la manœuvre pour permettre d'être utiles. On reviendra aussi sur la situation des différents pays de la région. Je pense à l'Irak, où la situation reste très volatile, avec l'action des milices pro-iraniennes, qui doit, elle aussi, donc, l'Irak, être inclus dans le cessez-le-feu, et où il est important de pouvoir bâtir, en lien avec le Premier ministre et les autorités irakiennes, les solutions de paix durable.

Enfin, nous aurons à évoquer les conséquences économiques et énergétiques du conflit et les impacts du cessez-le-feu pour nos compatriotes et pour l'Europe.

Permettez-moi d'avoir un tout dernier mot avant que nous commençons les travaux de ce Conseil pour saluer la libération de Cécile Kohler et Jacques Paris, et le profond soulagement pour nous tous. J'aurai l'occasion de les recevoir en fin de matinée. C'est la fin d'une terrible épreuve de trois ans et demi, et je veux ici remercier les autorités omanaises pour leurs efforts de médiation, en particulier dans ces derniers temps, l'ensemble des services de l'État qui ont été impliqués dans ces négociations, et notre ambassadeur, son équipe sur place, sous l'autorité du ministre, qui ont, ces dernières semaines en particulier, fait un travail remarquable et avec beaucoup de courage. Voilà, en tout cas, nous sommes extrêmement heureux de leur arrivée sur le sol français au moment où je vous parle. Merci beaucoup.